



Liberal Party of Canada

350 Albert Street, Suite 920
Ottawa, Ontario, K1P 6M8

Parti libéral du Canada

350, rue Albert, bureau 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Le 8 septembre 2021

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Par courriel : vhuston@cpma.ca

Cher monsieur,

Veillez trouver ci-joint la réponse formelle du Parti libéral du Canada à votre questionnaire.

Au nom de notre chef, Justin Trudeau, et de son équipe tout entière, je tiens à vous remercier de nous avoir fait part des inquiétudes de vos membres.

Nous sommes reconnaissants de l'intérêt que vous portez aux politiques du Parti libéral du Canada qui vous concernent.

Cordialement,

Parti libéral du Canada



Liberal Party of Canada

350 Alberl Street, Suite 920
Ottawa, Ontario, K1P 6M8

Parti libéral du Canada

350, rue Albert, bureau 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

S'il est porté au pouvoir, votre parti s'engagera-t-il à protéger les producteurs de fruits et légumes du Canada en mettant en place un concept de fiducie réputée d'origine législative semblable à la PACA des États-Unis?

Un gouvernement libéral continuera d'être un proche allié du secteur des fruits et légumes afin d'aider les producteurs et les autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement à faire croître leurs entreprises de façon durable et à améliorer leur capacité concurrentielle. Nous sommes toujours fermement résolus à trouver des moyens de fournir à nos producteurs le soutien optimal dont ils ont besoin pour atteindre ces objectifs. Nous sommes ouverts à poursuivre une collaboration avec le secteur des fruits et légumes, et à tenir compte de ses propositions, notamment la création d'un concept de fiducie réputée d'origine législative semblable à la PACA des États-Unis. Il convient de noter que lorsque le comité parlementaire du ministère de l'Agriculture a examiné cette question en 2016, il a été souligné que le mécanisme de règlement des différends du Règlement sur la salubrité des aliments au Canada aiderait à aborder certaines de ces questions connexes. En février 2018, nous avons annoncé un investissement de 175 000 dollars dans la Corporation de règlement des différends dans les fruits et légumes afin de contribuer à l'harmonisation des normes, des procédures et des services aux membres et ainsi les aider à éviter les litiges commerciaux. Sachant que le rôle de la RDC ne vise pas nécessairement à protéger les producteurs en cas de faillite et d'insolvabilité, nous sommes déterminés à continuer de travailler avec le secteur des fruits et légumes pour examiner toutes les preuves et solutions pouvant fournir des protections financières supplémentaires.

S'il est porté au pouvoir, votre parti travaillera-t-il afin de fournir une reconnaissance raisonnable et équitable aux efforts passés visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à mettre en œuvre des pratiques plus respectueuses de l'environnement?

Le Parti libéral est résolu à adopter un éventail de mesures grâce à son plan climatique renforcé de décembre 2020 afin d'atteindre l'objectif ambitieux de 40 à 45 % de réduction des émissions d'ici 2030. Comptant pour environ 10 % des émissions de GES au Canada, le secteur de l'agriculture a un rôle à jouer pour nous aider à y parvenir. Nous nous sommes engagés à aller de l'avant pour reconnaître les défis de la capacité concurrentielle dans le secteur agricole et nous travaillons à la mise en place d'une série de mesures appuyant les agriculteurs dans leurs efforts de réduction des émissions. L'une de ces mesures est la mise en œuvre d'un système fédéral de crédits compensatoires pour les gaz à effets de serre, qui a lancé des consultations le 6 mars 2021 et dont les règlements finaux sont prévus à l'automne 2021. Le protocole proposé de l'augmentation de la matière organique des sols s'aligne sur l'intérêt accru à l'égard des avantages climatiques potentiels de l'adoption de pratiques de gestion des terres pour l'agriculture régénératrice. Les agriculteurs qui réduisent ou éliminent les émissions de GES par l'entremise de pratiques agricoles régénératives réalisées conformément au protocole sont en mesure de générer des crédits compensatoires qui peuvent ensuite être vendus, offrant ainsi un incitatif financier. Afin d'encourager l'adoption de meilleures pratiques de gestion en matière de réduction des émissions de GES, nous avons également lancé le Fonds d'action à la ferme pour le climat, d'une valeur de 200 millions de



Liberal Party of Canada

350 Alberl Street, Suite 920
Ottawa, Ontario, K1P 6M8

Parti libéral du Canada

350, rue Albert, bureau 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

dollars, et nous proposons de tripler le financement du Programme des technologies propres en agriculture, d'une valeur de 165 millions de dollars. Ce programme offre de vastes possibilités aux producteurs de fruits et de légumes pour l'intégration d'innovations dans leurs activités.

Votre parti s'engage-t-il à fournir, grâce au gouvernement fédéral, du soutien à l'Indice national sur le rendement agroalimentaire et à collaborer avec les intervenants pour atteindre nos objectifs communs en matière de durabilité et pour assurer la position du Canada en tant que chef de file mondial dans le domaine de la durabilité agroalimentaire?

Nous avons participé activement à la promotion de la durabilité des produits agroalimentaires canadiens sur la scène mondiale, notamment dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires de l'ONU. Nous sommes ouverts à toute discussion concernant l'Indice national sur le rendement agroalimentaire et à toute proposition de l'ACDFL pour l'appuyer.

S'il est porté au pouvoir, votre gouvernement s'engage-t-il à adopter une vision globale sur la façon dont le soutien à l'industrie agroalimentaire durable sert de complément à des objectifs environnementaux?

Le Parti libéral adopte une approche à plusieurs volets pour aider les producteurs et les entreprises de transformation d'aliments à devenir plus viables écologiquement et plus concurrentiels au sein de l'industrie. Nous avons annoncé des investissements de plus d'un demi-milliard de dollars dans de nouveaux programmes au cours de la dernière année, notamment en élargissant l'Initiative des laboratoires vivants, en embauchant 75 scientifiques de plus à Agriculture et Agroalimentaire Canada, et en mettant en œuvre notre Programme des technologies propres en agriculture et le programme Solutions agricoles pour le climat, qui soutiennent une industrie agroalimentaire durable afin de pouvoir atteindre ensemble nos objectifs environnementaux.

Votre parti s'engagera-t-il à élaborer une stratégie à long terme de gestion durable de l'eau pour tous les Canadiens, y compris pour assurer une source d'eau sûre soutenant l'agriculture canadienne?

Nous lançons l'agence canadienne de l'eau, unique en son genre, avec l'objectif précis d'élaborer une stratégie à long terme pour une gestion durable de l'eau au Canada. Agriculture et Agroalimentaire Canada a participé activement à l'ensemble du processus. Nous connaissons l'importance des ressources en eau douce pour notre secteur agricole et nous continuerons d'assurer la gestion durable de cette ressource tout en assurant la sécurité alimentaire continue des Canadiens.



Liberal Party of Canada

350 Alberl Street, Suite 920
Ottawa, Ontario, K1P 6M8

Parti libéral du Canada

350, rue Albert, bureau 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

S'il est porté au pouvoir, votre gouvernement s'engagera-t-il à collaborer étroitement avec l'industrie pour adopter des démarches coordonnées permettant de trouver des solutions de réduction des déchets plastiques qui sont fondés sur des données probantes et qui comprennent une combinaison d'investissements dans l'éducation, dans l'innovation et dans des infrastructures essentielles?

Le Parti libéral s'est engagé à poursuivre sa collaboration avec le secteur des fruits et légumes afin de répondre aux attentes des consommateurs en matière de réduction de l'utilisation des plastiques et de soutenir le recyclage des plastiques et de création de solutions de rechange avec des emballages novateurs. Dans notre plateforme, nous nous engageons à interdire les plastiques à usage unique nocifs qui ne peuvent être recyclés et nous établissons un ensemble d'objectifs d'élimination des déchets plastiques d'ici 2030. Pour respecter cet engagement, nous proposons la création d'un nouveau fonds d'infrastructure et d'innovation de 100 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, qui permettra l'expansion et la commercialisation de technologies et de solutions fabriquées au Canada pour la réutilisation et le recyclage de plastiques. Comme autres mesures, nous souhaitons accélérer la mise en œuvre de notre plan d'action zéro déchet plastique, en partenariat avec les provinces et les territoires, veiller à ce que les mesures que prend le Canada soient conformes à celles d'autres territoires de compétence, et appuyer les efforts provinciaux et territoriaux en matière de responsabilité des producteurs. Nous reconnaissons totalement les efforts continus qu'ont déployés des partenaires comme l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes pour réduire les plastiques dans le secteur agroalimentaire. Nous avons aussi prouvé que nous sommes prêts à soutenir de nouveaux projets novateurs menés de l'industrie pour régler ce problème. En mars 2021, nous avons annoncé un investissement de 4,1 millions de dollars dans cinq nouveaux projets qui amélioreront la gestion des déchets plastiques et la durabilité dans les exploitations agricoles, tout en faisant avancer la recherche sur les bioplastiques. Ensemble, nous continuerons de travailler en étroite collaboration avec des partenaires comme l'ACDFL afin de réduire et de recycler de façon significative les plastiques dans le secteur agricole.

S'il est porté au pouvoir, votre parti s'engagera-t-il à fournir du leadership fédéral et à financer le développement d'un système de recyclage et de récupération harmonisé, efficace et rentable dans des communautés partout au Canada, un engagement de la plus haute importance pour soutenir une économie circulaire?

Nous avons fait de la réduction et du recyclage des plastiques une priorité pour notre parti, et nous sommes impatients de travailler avec des partenaires comme l'ACDFL à la création d'une approche plus globale pour régler ce problème, ce qui comprend des systèmes de recyclage et de récupération plus complets. À titre d'exemple, nous avons versé 1,1 million de dollars à Agrirécup par l'entremise du Programme canadien des priorités stratégiques de l'agriculture afin de mettre au point une stratégie de gestion responsable des 60 000 tonnes estimées de déchets plastiques provenant de fermes canadiennes chaque année. Ce projet augmentera l'accès des agriculteurs aux programmes de recyclage et examinera



Liberal Party of Canada

350 Alberl Street, Suite 920
Ottawa, Ontario, K1P 6M8

Parti libéral du Canada

350, rue Albert, bureau 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

des moyens d'offrir des programmes permanents à long terme qui aideront les agriculteurs canadiens à continuer d'améliorer la durabilité de leurs activités.

Votre parti reconnaîtra-t-il la nature continue des coûts accrus que les producteurs doivent payer en raison de la pandémie de COVID-19 en s'engageant à prendre des mesures pour aider les producteurs agricoles à gérer les coûts associés aux réformes de leurs logements et aux exigences en matière de santé et de sécurité?

Depuis le début de la pandémie, nous avons prouvé que nous sommes toujours prêts à soutenir les agriculteurs et les producteurs canadiens pour qu'ils puissent relever les défis associés à l'accueil en toute sécurité de travailleurs étrangers temporaires. Nous avons annoncé un investissement de 58,6 millions de dollars pour renforcer le programme des travailleurs étrangers temporaires, dont 35 millions de dollars étaient destinés au Fonds d'urgence pour les mesures de soutien à la ferme, qui ont directement été versés aux producteurs pour améliorer la santé et la sécurité des fermes et des logements des travailleurs. Nous fournissons également 142 millions de dollars par l'entremise du Programme d'aide pour l'isolement obligatoire des travailleurs étrangers temporaires afin d'aider les producteurs à couvrir les frais associés aux logements sécuritaires des travailleurs pendant leur quarantaine. Alors que nous poursuivons nos efforts pour améliorer le programme des travailleurs étrangers temporaires, nous continuerons de consulter et d'examiner des façons de soutenir nos producteurs pour qu'ils offrent de bonnes conditions aux travailleurs.

Votre parti s'engage-t-il à maintenir l'accès à la Subvention salariale d'urgence du Canada jusqu'à ce que l'Agence de la santé publique du Canada déclare que la pandémie COVID-19 est terminée?

Lors de l'éclosion de la pandémie, nous avons pris des mesures importantes pour protéger les travailleurs et les employeurs. Nous avons protégé plus de cinq millions d'emplois grâce à la Subvention salariale d'urgence du Canada. Nous nous engageons à prolonger jusqu'au 23 octobre 2021 la période d'admissibilité de la Subvention salariale d'urgence du Canada, et à augmenter les aides que les employeurs et les organisations peuvent recevoir pendant la période allant du 29 août au 25 septembre 2021. Nous avons lancé le Programme d'embauche pour la relance économique du Canada, qui offre une aide aux entreprises qui peuvent se permettre d'embaucher les travailleurs dont elles ont besoin pour se rétablir et pour croître à mesure que les économies locales sont relancées. Nous sommes résolus à prolonger le Programme d'embauche pour la relance économique du Canada jusqu'au 31 mars 2022 afin que les entreprises puissent embaucher plus de travailleurs et que davantage de Canadiens puissent reprendre le travail.



Liberal Party of Canada

350 Alberl Street, Suite 920
Ottawa, Ontario, K1P 6M8

Parti libéral du Canada

350, rue Albert, bureau 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Si votre parti est porté au pouvoir, comment travaillera-t-il pour améliorer les normes de service et les délais de traitement des demandes du Programme des travailleurs agricoles saisonniers et du volet agricole du Programme des travailleurs étrangers temporaires, y compris en collaborant avec les pays d'origine et en mettant en œuvre des mesures visant à simplifier davantage la collecte de données biométriques ainsi que les processus de demande de visa et de permis de travail?

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nous travaillons extrêmement fort pour nous assurer que notre secteur agricole, en particulier nos producteurs horticoles, peut compter sur leur main-d'œuvre et garantir leur sécurité. Nous avons travaillé et continuerons de travailler afin de faciliter l'arrivée sécuritaire et rapide des travailleurs étrangers. Aussi, grâce à nos efforts, nous avons été en mesure d'accueillir la grande majorité des dizaines de milliers de travailleurs sur lesquels nous comptons ces deux dernières saisons. Pour y parvenir, nous avons déjà simplifié les processus, y compris le traitement prioritaire des demandes, en soulignant que les demandeurs de permis de travail peuvent continuer de travailler avec le même employeur pendant le traitement d'une demande de prolongation. Nous avons également augmenté de 1 à 2 ans la durée maximale de l'emploi en vertu des EIMT pour les employeurs des travailleurs du volet des postes à bas salaire et nous avons supprimé les exigences minimales de recrutement de six mois pour les travailleurs de l'agriculture et de la transformation alimentaire. Dans notre plateforme, nous nous sommes engagés à élaborer une stratégie de travail agricole, à réformer le Programme des travailleurs étrangers temporaires en réduisant la paperasserie, à reconnaître les employeurs de confiance et à augmenter la mobilité des travailleurs. Nous étendrons également les voies d'accès à la résidence permanente, nous accueillerons 2 000 réfugiés qualifiés pour combler les pénuries de main-d'œuvre, nous instaurerons un nouveau crédit d'impôt pour la mobilité de la main-d'œuvre, nous augmenterons l'accès à la formation et aux services destinés aux femmes et aux groupes vulnérables pour entrer sur le marché du travail, et nous mettrons en place un crédit d'impôt de prolongation de carrière afin d'aider les aînés de 65 ans et plus à rester sur le marché du travail.

Votre parti s'engagera-t-il à fournir un soutien financier continu afin d'atteindre les objectifs de la Politique alimentaire pour le Canada et à appuyer le travail du Conseil consultatif de la politique alimentaire du Canada?

Notre parti est fier d'avoir mis en œuvre la toute première Politique alimentaire pour le Canada et d'avoir déjà pris des mesures importantes dans ce domaine, et nous nous efforcerons d'assurer son maintien à long terme. Nous nous engageons également à soutenir le travail continu du Conseil consultatif de la politique alimentaire du Canada afin de veiller à ce que les gouvernements et les spécialistes en alimentation puissent se consulter et collaborer de façon continue.



Liberal Party of Canada

350 Alberl Street, Suite 920
Ottawa, Ontario, K1P 6M8

Parti libéral du Canada

350, rue Albert, bureau 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

S'il est porté au pouvoir, votre parti s'engagera-t-il à promouvoir les recommandations formulées dans *Visez la moitié pour votre santé* du Guide alimentaire canadien?

Dans notre plateforme, nous nous sommes engagés à continuer de veiller à ce que tous les Canadiens aient accès à de sains aliments. Nous travaillerons avec des partenaires provinciaux, territoriaux, municipaux et autochtones, ainsi qu'avec divers intervenants, à l'élaboration d'une politique nationale d'alimentation et d'un programme national de repas nutritifs dans les écoles grâce à un investissement quinquennal d'un milliard de dollars. Nous imposerons de nouvelles restrictions sur la publicité d'aliments et de boissons destinée aux enfants et nous adopterons l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage dans le but de promouvoir des choix alimentaires sains. Le Parti libéral reconnaît que les fruits et les légumes peuvent contribuer à une alimentation saine et équilibrée. Tout conseil nutritionnel que donnera notre parti se fondera sur des preuves solides et sur des données scientifiques.

Votre parti s'engage-t-il à fournir du financement et des ressources du gouvernement fédéral pour soutenir la réduction de la perte et du gaspillage d'aliments dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement?

Dans notre plateforme, nous nous sommes engagés à tirer parti de notre Défi de réduction du gaspillage alimentaire pour créer un nouveau fonds d'élimination du gaspillage alimentaire qui contribuera à la création d'une économie alimentaire circulaire où il n'y a aucun gaspillage alimentaire de la ferme à la table. Le fonds aidera tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement alimentaire à commercialiser et à adopter des moyens d'éliminer ou de réduire le gaspillage alimentaire.

Quelle est la position de votre parti sur un code de bonnes pratiques de l'industrie alimentaire? Votre parti appuiera-t-il un processus collaboratif et inclusif dirigé par l'industrie pour élaborer un code qui répond aux besoins uniques du système alimentaire canadien?

Le Parti libéral comprend qu'il existe une tension importante dans les relations entre les détaillants et les fournisseurs. C'est pourquoi le gouvernement libéral a formé, en collaboration avec les gouvernements provinciaux, un groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur les frais de détail, dont l'objectif est d'examiner les répercussions de ces frais et de mettre au point un code de bonnes pratiques de l'industrie alimentaire. Ce groupe de travail a travaillé en étroite collaboration avec l'industrie afin de comprendre les différentes réalités auxquelles l'industrie est confrontée. Notre parti donnera la priorité aux solutions qu'ont cernées le groupe de travail et l'industrie, ce qui profitera à toute la chaîne d'approvisionnement alimentaire.



Liberal Party of Canada

350 Alberl Street, Suite 920
Ottawa, Ontario, K1P 6M8

Parti libéral du Canada

350, rue Albert, bureau 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

S'il est porté au pouvoir, votre parti s'engagera-t-il à fournir du financement pour l'innovation et un soutien général du gouvernement à la chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes frais, tout en appuyant l'industrie et en favorisant notre capacité concurrentielle continue?

Nous nous assurerons que le secteur croît et qu'il est concurrentiel en continuant de mettre en œuvre de solides mesures dans les domaines du commerce, de la réforme réglementaire et de l'innovation. En raison de la position ferme du gouvernement libéral en matière de commerce, nos exportateurs canadiens entretiennent maintenant des liens avec 1,5 milliard de clients dans plus de 50 pays. Il a également investi plus d'un milliard de dollars pour aider les exportateurs à accéder à ces marchés et pour augmenter le nombre de délégués commerciaux dans les marchés étrangers, et a réalisé des investissements dans la science et dans l'innovation, notamment en embauchant 75 scientifiques à Agriculture et Agroalimentaire Canada, en élargissant le réseau de laboratoires vivants, en investissant dans la transformation à valeur ajoutée grâce au programme Agri-innovover et de la nouvelle supergrappe de 153 millions de dollars de Protein Industries Canada, dont la raison d'être est l'augmentation de la valeur des récoltes canadiennes, et en favorisant de nouveaux investissements commerciaux. Au-delà de ces nouveaux engagements, nous continuerons de soutenir les innovations dans la chaîne d'approvisionnement des produits frais par l'entremise du Partenariat canadien pour l'agriculture et de l'accord qui lui succédera, dont le lancement est prévu le 1^{er} avril 2023.

Comment votre parti aidera-t-il les petites et moyennes entreprises à prendre le virage numérique et à s'assurer d'obtenir un financement suffisant et dédié soutenant l'expansion rapide de l'infrastructure Internet haute vitesse et la couverture des services de téléphonie cellulaire afin que tous les Canadiens et toutes les entreprises canadiennes aient accès à l'infrastructure numérique dont elles ont besoin?

À mesure que l'économie numérique se développe, nous devons nous assurer que les entreprises canadiennes sont en mesure d'être concurrentielles et de connaître du succès. Voilà pourquoi nous avons un plan qui aidera près de 160 000 petites et moyennes entreprises à adopter de nouvelles technologies et à numériser leur offre. Ce faisant, nous créerons des emplois pour presque 30 000 jeunes. Nous irons de l'avant avec notre plan de mise en œuvre du Programme canadien d'adoption du numérique.

Nous avons créé le Fonds pour la large bande universelle afin de connecter les communautés rurales à Internet haute vitesse et nous avons investi plus de huit milliards de dollars pour accélérer la diffusion de services sans fil et d'Internet haute vitesse partout au Canada. Ces fonds affectés à des investissements dans la large bande sont supérieurs à ceux de tous les gouvernements fédéraux précédents réunis. Cette année seulement, grâce à nos investissements, plus de 400 000 Canadiens de plus auront accès à Internet haute vitesse, tandis que notre plan aidera les grandes entreprises de télécommunication nationales du Canada à accélérer le déploiement de services sans fil et d'Internet haute vitesse dans les milieux ruraux et dans le nord du Canada, en respectant diverses étapes d'ici 2025.



Liberal Party of Canada

350 Alberl Street, Suite 920
Ottawa, Ontario, K1P 6M8

Parti libéral du Canada

350, rue Albert, bureau 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Votre parti s'engage-t-il à fournir un financement fédéral suffisant et dédié pour investir dans des infrastructures rurales, y compris des routes, des installations énergétiques et des infrastructures de service, comme la gestion des déchets?

Nous avons travaillé à la construction d'économies rurales fortes en prenant des mesures concrètes. Entre autres choses, nous avons créé un fonds pour la construction de réseaux de transports en commun dans des communautés rurales, nous avons aidé des communautés rurales et éloignées à se départir du diesel et à avoir un air plus propre, nous avons bâti des centres communautaires et des centres récréatifs dans 97 communautés rurales, et nous avons lancé un projet pilote sur l'immigration dans les régions rurales et nordiques afin d'attirer de nouveaux arrivants qualifiés dans de petites communautés et d'aider les économies locales à croître.

Nous avons créé des agences de développement régional, comme PacifiCAN, PrairieCAN et FedNor, et nous continuerons de les renforcer pour que les communautés rurales et de petite taille aient le soutien dont elles ont besoin, peu importe où elles se trouvent.

Au-delà de nos investissements importants visant à relier davantage de communautés rurales à des services haute vitesse à large bande, nous avons investi 4,2 milliards de dollars dans le Fonds national des corridors commerciaux pour éliminer les goulots d'étranglement et ainsi commercialiser nos marchandises sur les marchés canadien et international, y compris des projets maritimes, aériens, ferroviaires et routiers. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, Infrastructure Canada a approuvé 3 600 projets, ce qui représente 9,9 milliards de dollars en investissements fédéraux, et a engagé 17 milliards de dollars supplémentaires dans des projets de transport en commun, des bâtiments verts et inclusifs, et d'autres projets d'infrastructure communautaire, pour un total de 9 700 projets d'infrastructure depuis 2015, ce qui représente 38 milliards de dollars en dépenses fédérales. Nous avons investi 3,7 milliards de dollars dans des projets de traitement des eaux et des eaux usées, ce qui comprenait l'installation ou la mise à niveau de 222 usines de traitement des eaux usées. Dans notre plateforme, nous nous engageons également à créer un conseil du réseau pancanadien afin de promouvoir les investissements dans les infrastructures, les réseaux intelligents, l'intégration de réseaux et l'innovation dans le secteur de l'électricité dans le but de faire du Canada le producteur d'électricité sans carbone le plus fiable et le plus rentable au monde.

S'il est porté au pouvoir, votre parti consacrera-t-il des ressources fédérales à l'avancement du programme de commerce libre et équitable du Canada et à l'expansion des efforts de reconnaissance mutuelle avec d'autres pays commerciaux importants?

Depuis notre élection, nous avons collaboré avec le secteur pour faire croître nos exportations agricoles et agroalimentaires à 74 milliards de dollars en 2020, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente, et nous avons presque atteint notre objectif de 75 milliards de dollars d'ici 2025. Notre Stratégie de diversification des exportations agressive est soutenue par des investissements



Liberal Party of Canada

350 Alberl Street, Suite 920
Ottawa, Ontario, K1P 6M8

Parti libéral du Canada

350, rue Albert, bureau 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

de plus de 1,1 milliard de dollars et comprend de nouveaux délégués commerciaux agricoles ainsi que des programmes clés comme CanExport, qui soutiennent les exportations de petites exploitations agricoles et d'entreprises alimentaires. Nous avons également réalisé des investissements importants dans l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Cette année, nous avons augmenté le budget de l'ACIA de 5 % par année (162,6 millions de dollars sur cinq ans et 40 millions de dollars en continu) pour soutenir les activités dans quatre secteurs clés : certification des exportations pour soutenir l'accès au marché, surveillance des importations, contrôle et surveillance au niveau national, numérisation. Nous continuons d'appuyer l'Organisation mondiale du commerce en maintenant un système commercial se fondant sur la création et l'application de règles. Depuis son lancement en 2018, le « Groupe d'Ottawa » a aidé le Canada à prendre la tête sur la scène mondiale, accompagné de pays aux vues similaires. Ce groupe a pour objectif de défendre un environnement commercial international prévisible et transparent. Ensemble, nous continuerons d'aider les agriculteurs canadiens et les entreprises alimentaires à faire croître leurs exportations et à mener la relance durable de notre économie.

Votre parti s'engage-t-il à appuyer les mesures visant à améliorer la surveillance gouvernementale des ports du Canada et à aider les entreprises à accéder plus facilement aux marchés internationaux par l'entremise de notre frontière commerciale?

Nous cherchons continuellement des moyens d'accroître nos ressources et notre capacité à travailler au service d'importateurs et d'exportateurs afin d'accéder plus facilement aux marchés internationaux. À cette fin, nous avons investi de façon importante dans l'ACIA et dans notre stratégie de diversification des exportations. Dans son budget de 2021, notre gouvernement a également engagé 38,2 millions de dollars sur cinq ans, par l'entremise d'Affaires mondiales Canada, pour obtenir des ressources supplémentaires soutenant le régime canadien de réglementation commerciale. Notre gouvernement a également adopté, après une consultation importante avec l'industrie, la réglementation sur la salubrité des aliments au Canada, qui a réduit un fardeau administratif inutile pour les entreprises en remplaçant 14 règlements par un seul. Il aidera le secteur agroalimentaire et agricole à accéder à des marchés et à croître. Nous avons également réalisé des investissements considérables dans la réduction des goulots d'étranglement dans le secteur des transports. Par exemple, nous avons mis en œuvre un fonds de 4,2 milliards de dollars pour la mise en marché de nos produits dans des marchés internationaux et au Canada. À Vancouver, le port le plus achalandé du Canada, le fonds consacre des centaines de millions de dollars à la construction d'une route, d'un chemin de fer et d'une passerelle maritime améliorant la fluidité.



Liberal Party of Canada

350 Alberl Street, Suite 920
Ottawa, Ontario, K1P 6M8

Parti libéral du Canada

350, rue Albert, bureau 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Si vous êtes élu, votre parti s'engage-t-il à mener un examen complet du processus de modernisation de la réglementation afin de permettre au gouvernement de mieux favoriser la participation approfondie des intervenants, de mieux comprendre les coûts administratifs ou autres des changements proposés, et d'élaborer des règlements efficaces qui répondent aux besoins de l'industrie et du public canadien sans compromettre la capacité concurrentielle?

Le Canada figure parmi les fournisseurs d'aliments les plus sûrs et les plus fiables au monde, grâce en partie à son solide système de réglementation. Toutefois, nous savons que les réglementations doivent suivre le rythme des activités pour protéger la capacité concurrentielle. Depuis 2018, nous effectuons des examens réglementaires ciblés pour trouver et pour éliminer les engorgements dans la croissance économique. La première série d'examens a mené à la publication de feuilles de route réglementaires sur les secteurs à forte croissance de l'agroalimentaire et de l'aquaculture, de la santé et des sciences biologiques, ainsi que des transports et des infrastructures. Nous nous engageons à améliorer continuellement nos règlements afin de favoriser la capacité concurrentielle au sein du secteur. Nous nous engageons également à travailler en étroite consultation avec des partenaires du secteur pour élaborer et mettre en œuvre des réformes réglementaires avantageuses. Afin de poursuivre le renforcement des systèmes de réglementation du Canada, nous avons proposé un investissement biennal de 6,1 millions de dollars dans le budget de 2021, qui commencerait en 2021-2022, pour renouveler le Comité consultatif externe sur la compétitivité réglementaire et poursuivre les examens réglementaires ciblés.